

LE TEMPS



Opéra

«Andrea Chénier», production royale à Londres Page 22

Religion

Abdennour Bidar, la lutte pour un islam rénové Page 23

Economie & Finance

Le Sino-Suisse Frankie Ng prend les rênes de la SGS Page 13

Jeu 22 janvier 2015 | N° 5112

MÉDIA SUISSE DE RÉFÉRENCE

CHF 3.50, France € 2.70

«La gauche a occulté la réalité»



Ancien ministre de l'Intérieur, Claude Guéant analyse la situation de la France après l'attentat contre Charlie Hebdo. «Dans certaines écoles, on ne peut plus enseigner la Shoah ou l'histoire des croisades. Cette réalité, la gauche l'a longtemps occultée pour des raisons idéologiques.» Entretien. ► Page 4

L'économie veut embaucher plus de Suisses, de seniors et de femmes

► Travail Critiqué parce qu'il recrute trop d'étrangers, le patronat promet de changer

L'engagement n'est encore que volontaire, mais il marque une rupture, au moins philosophique. L'économie suisse a dévoilé mercredi un plan visant à recourir davantage à la main-d'œuvre indigène, travailleurs de plus de 50 ans, fem-

mes et résidents suisses en général. Le patronat réagit ainsi aux critiques qui fusent de toutes parts sur sa dépendance excessive envers les travailleurs immigrés, souvent jeunes, bien formés, mais pas toujours bien payés.

Le sentiment que les travailleurs suisses plus âgés, plus chers et moins flexibles sont mis à l'écart avait puissamment alimenté le vote du 9 février contre la libre circulation. Il a aussi valu au patronat d'amers reproches de Doris Leuthard, qui s'était

dite «déchue» que les milieux économiques ne prennent pas assez au sérieux la décision populaire de limiter l'immigration.

Dans un premier temps, économistes et l'Union patronale veulent encourager leurs membres à recruter davantage

de seniors, en s'inspirant de grandes entreprises comme Novartis, les CFF ou Migros. Selon une étude de 2007, les plus de 50 ans sont aussi productifs que les plus jeunes, mais leur résistance au bruit ou au stress est moindre. ► Page 7

Le tourisme de l'essence s'inverse

C'est l'un des effets les plus spectaculaires de l'envolée du franc suisse face à l'euro. Faire le plein en France est devenu moins cher qu'en Suisse. «On a inversé le tourisme à la pompe», résume le gérant d'une station Agrola à Veyrier, dans le canton de Genève, où le litre coûte 1,45 franc, contre 1,26 euro en France voisine.

Les stations-service suisses qui attirent depuis des années les automobilistes français vont-elles survivre? Certaines se plaignent d'avoir perdu 20% de leur clientèle depuis que la Banque nationale a laissé flotter le franc. Elles espèrent survivre parce qu'il y a peu de stations-service dans les zones frontalières côté européen.

Pour la Suisse, l'impact économique du tourisme de l'essence n'est pas négligeable. Il rapportait jusqu'ici quelque 300 millions de francs annuels à la Confédération et représentait 10% des ventes d'essence dans le pays. Le projet de taxe additionnelle sur l'essence, qui devait financer les routes, est désormais remis en question. ► Page 13

Le Yémen tente d'éviter la désintégration



Ennemis jurés d'Al-Qaida, les miliciens chites du groupe Ansaruallah ont promis hier de se retirer du palais présidentiel de Sanaa. Leur coup de force menace de casser en deux ce pays stratégique, où les Occidentaux redoutent de voir s'établir un nouveau califat djihadiste. ► Page 5

Un lobbying qui met mal à l'aise

Des parlementaires fédéraux de tous bords se disent surpris et peints d'avoir été instrumentalisés par le gouvernement du Kazakhstan et son lobbyiste suisse attitré, Thomas Borer.

En octobre, l'UDC bâlois Christian Miesch avait déposé une interpellation demandant aux autorités suisses d'agir contre des dissidents kazakhs réfugiés sur sol helvétique et accusés de détournement de fonds par le régime d'Astana. Huit élus l'avaient cosignée.

Détail qu'ils ignoraient: l'interpellation faisait partie d'une action d'influence organisée par Thomas Borer et les autorités kazakhes. Cette information, révélée par *Le Temps*, a été confirmée mercredi dans la *Neue Zürcher Zeitung*, après que des e-mails confidentiels de fonctionnaires kazakhs se sont retrouvés sur Internet.

Aujourd'hui, les conseillers nationaux qui ont signé l'interpellation Miesch veulent des explications. «Les parlementaires ne peuvent pas être les bras armés d'organisations ou de pays étrangers», estime l'UDC Thomas Hutter. ► Page 9

L'essentiel

Suisse

«Ahmed» expulsé avec son accord

L'islamiste arrêté au début du mois de janvier à Fribourg a accepté d'être renvoyé en Tunisie. Selon son avocat, il conteste tout lien avec la mouvance djihadiste. Page 9

Eclairage

Les limites de l'homme augmenté

Les prothèses du futur, telles celles qui équipent Oscar Pistorius, sont des bijoux de technologie. Mais pour toute une série de raisons, elles ne se démocratisent pas. Explications. Page 11

Editorial

Le WEF et la crise du capitalisme

C'est dans un contexte troublé que s'est ouvert le 45e World Economic Forum, qui accueillera jusqu'à samedi 2500 invités triés sur le volet.

Croissance qui ralentit, inégalités, instabilité géopolitique, défis écologiques et énergétiques donnent une tonalité inhabituellement sombre au rendez-vous des élites planétaires dans la station grisonne. L'idée d'une croissance mieux partagée, plus qualitative et moins polluante devrait dominer les débats. ► Pages 2, 3, 13 et 16

A quoi sert Davos?

Stéphane Benoit-Godet

La question revient chaque année. Il est vrai que le contraste criant entre des patrons et des chefs d'Etat en réunion à Davos dans le luxe et le confort, et le fait qu'une bonne partie du monde semble secouée par les guerres, les attentats et les crises, peut choquer.

Et pourtant. Avec le World Economic Forum (WEF), Klaus Schwab a inventé une plateforme unique et innovante de discussion entre les gouvernements, les entreprises et la société civile, avec aussi de nombreux représentants des

ONG et des syndicats. A Davos, depuis quarante-cinq ans que le Forum existe, rien ne se décide. Et c'est tant mieux. Il y a quelques années, activistes et militants «anti-mondialisation» manifestaient plus ou moins violemment devant le WEF contre ces «global leaders» à qui il était reproché de s'arroger les pouvoirs du souverain. La mise en ligne massive des débats, sur YouTube et les réseaux sociaux, a démontré que les discussions s'en tenaient plutôt à des échanges techniques et spontanés entre leaders sincèrement intéressés à améliorer l'état du monde plutôt

qu'à mettre sur pied de sombres projets. L'esprit de Porto Alegre – la contestation altermondialiste – a disparu, alors que celui de Davos continue de séduire de nouveaux cercles. Qui a envie que disparaissent un lieu d'échanges irremplaçable, par sa diversité et l'ampleur des thèmes abordés, quand le monde semble prêt à se disloquer?

Davos ne sert au final qu'à une chose: créer un consensus parmi ses participants influents. Au sujet de la croissance, du réchauffement climatique ou des meilleurs moyens d'innover. Personne ne repart forcément

convaincu par tous les débats engagés dans la station grisonne. Mais toutes ces personnalités ont façonné collectivement une vision partagée pour les mois à venir. En général, les pronostics des experts réunis à Davos se révèlent faux, car il devient impossible de prédire l'évolution d'un monde devenu si ouvert et complexe. Ce n'est pas grave. L'important tient plutôt dans la volonté collective d'améliorer les conditions de vie – plus de démocratie, de croissance, d'égalité des chances, de travail, etc. – et que cette volonté se poursuive. Jusqu'au prochain Davos.

Le Temps

Pl. de Cornavin 3, CP 2570, 1211 Genève 2
Tél. +4122 888 58 58
Fax +4122 888 58 59

www.letempsarchives.ch
Collections historiques intégrales:
Journal de Genève, Gazette de
Lausanne et Le Nouveau Quotidien

Index

Avis de décès 20
Bourses et changes 17

Fonds

18, 19
Téléphones utiles 20
Toute la météo 12

Pour vous abonner:
www.letemps.ch/abos
00 8000 155 91 92
(appel gratuit)



Lobbyisme kazakh en Suisse: des méthodes qui inquiètent

> Parlement
Orchestrée par Thomas Borer pour le compte du Kazakhstan, une interpellation sème le trouble à Berne

> Soupçons de fuites au Ministère public de la Confédération



Christa Markwalder (PLR/BE): «Extrêmement problématique.»



Thomas Borer défend en coulisses les intérêts kazakhs.



Christian Levrat (PS/FR) se dit très préoccupé par cette affaire.

Alexis Favre

Surprenant, voire «extrêmement problématique», la genèse d'une interpellation déposée en septembre 2014 par le conseiller national Christian Miesch (UDC/BL) suscite l'émoi sous la Coupole: comme l'a révélé *Le Temps* en octobre dernier, cette interpellation a été préparée par l'ancien ambassadeur de Suisse Thomas Borer – aujourd'hui lobbyiste – pour le compte du Ministère de la justice du Kazakhstan. Une intervention très directe d'un gouvernement étranger dans le processus démocratique helvétique qui fait aujourd'hui bondir les signataires du texte eux-mêmes.

matière de respect des droits de l'homme. En revanche, le Ministère public genevois a accordé l'entraide judiciaire au Kazakhstan en 2012 dans cette affaire.

Dans un courriel adressé en août 2014 à Marat Beketayev, vice-ministre kazakh de la justice, Thomas Borer lui demandait d'abord son feu vert pour intervenir directement auprès du chef de la section Extra-

Interrogé en octobre dernier sur l'origine de son intervention, Christian Miesch a déclaré avoir rédigé le texte lui-même. Admettant toutefois – après avoir été confronté à nos informations sur l'échange entre Thomas Borer et Marat Beketayev – en avoir parlé avec le lobbyiste avant de le déposer.

Les huit signataires semblaient bien, eux, ignorer la proximité immédiate entre le texte et la justice kazakhe. Aujourd'hui, ils s'en émeuvent. «Je suis en contact avec des représentants de l'opposition libérale au Kazakhstan, qui m'ont parlé des oligarques en fuite et des détournements de fonds publics, explique Christa Markwalder. C'est pour cela que j'ai signé cette interpellation quand Christian Miesch me l'a demandé. Mais j'ignorais que les liens avec la justice kazakhe étaient aussi directs. C'est extrêmement problématique. Si je l'avais su, je ne l'aurais pas signée. Je ne suis pas du tout d'accord que l'on manipule les institutions démocratiques suisses. Je vais en parler à Christian Miesch pour tirer cela au clair.»

«Je ne suis pas du tout d'accord que l'on manipule les institutions démocratiques»

tions de l'OFJ. Et sollicitait surtout l'accord du vice-ministre kazakh pour qu'une interpellation parlementaire, déjà préparée, soit déposée au parlement suisse par des parlementaires amis. Par retour de courriel, Marat Beketayev donnait un préavis favorable mais disait devoir en référer au bureau du procureur général kazakh. Un mois plus tard, Christian Miesch déposait la dite interpellation, intitulée «Détournement présumé de fonds publics de la République du Kazakhstan. Que fait la Suisse?»

Huit parlementaires ont signé le texte: les UDC André Bugnon, Thomas Hurter, Guy Parmelin, Lukas Reimann et Jean-François Rime, les PLR Christa Markwalder et Walter Müller et la socialiste Margret Kiener Nellen.

Même son de cloche, peu ou prou, du côté de Thomas Hurter: «Je suis assez ouvert en ce qui concerne les interpellations, qui servent à clarifier des questions précises. Je le signe donc assez facilement. Mais s'il y a une organisation derrière pour préformuler le texte et que je ignore, c'est un problème. Les parlementaires ne peuvent pas être les bras articulés d'organisations ou de pays étrangers.» Quant à Guy Parmelin, il

assure ne pas s'être «douté que ce texte avait été préparé de concert avec le procureur kazakh. Si c'est le cas, c'est pour le moins surprenant.»

Président de la Commission de politique extérieure du Conseil national, le socialiste Carlo Sommaruga affiche, lui, une autre préoccupation: «Ce qui m'inquiète le plus, c'est que Thomas Borer joue sur sa réputation d'ancien ambassadeur pour avancer masqué et instrumentaliser des parlementaires.»

Mercrredi, la correspondance numérique entre Thomas Borer et ses clients kazakhs avait disparu de la plateforme sur laquelle elle était apparue. Mais, dans son édition du jour, la NZZ révélait avoir eu accès à d'anciens échanges. Selon le quotidien allemand, Thomas Borer aurait fait miroiter au gouvernement kazakh des informations confidentielles émanant du Ministère public de la Confédération (MPC). En novembre 2013, écrit la NZZ, l'ex-ambassadeur aurait dit à ses interlocuteurs kazakhs avoir accès à un «collaborateur important» du MPC et assuré que celui-ci «pourrait nous rendre accessibles d'importantes informations internes».

De quoi faire bondir le président du PS, Christian Levrat: «C'est très inquiétant. Il va falloir avoir une discussion avec le MPC pour déterminer si Thomas Borer bluffe ou si des mesures ont été prises pour identifier le collaborateur en question.» Contacté, le MPC dit avoir pris connaissance de l'article de la NZZ mais refuse de le commenter.

«Ahmed» accepte son expulsion de Suisse

> Sécurité Jugé dangereux, le Tunisien de Marly nie tout lien avec la mouvance islamiste

Valérie de Graffenried

Ahmed* sera renvoyé en Tunisie par vol spécial et ne pourra plus revenir en Suisse. Considéré comme dangereux pour la sécurité intérieure par le Service de renseignement de la Confédération (SRC), il ne s'oppose pas à son renvoi. Il conteste par contre «catégoriquement» tout lien avec la mouvance islamiste, souligne son avocat, Bernard Nuzzo, qui l'a rencontré pour la première fois mercredi matin dans la prison de Champ-Dollon. «Mon client ne souhaite pas s'exprimer. Il est plutôt accablé par ce que les journaux disent de lui. Je l'ai vu une demi-heure. Il n'était pas particulièrement nerveux», ajoute-t-il.

une distribution gratuite de Corans. Des stands qui arboraient le drapeau noir des djihadistes. Depuis, il était étroitement surveillé.

Comportement agressif

Il aurait fait allégeance au chef du groupe Etat islamique. Selon nos informations, Ahmed a été déclaré persona non grata dans plusieurs mosquées et centres culturels musulmans, du côté de Fribourg notamment, en raison de son comportement agressif et déplacé. Il est probablement lié au mouvement salafiste «Lis», qui distribue gratuitement des Corans. Le responsable de «Lis» pour le «gouvernorat de Genève» a récemment quitté la Suisse.

Comment expliquer qu'Ahmed accepte si facilement son renvoi alors qu'il prétend ne rien avoir à se reprocher? «Il avait de toute façon l'intention de quitter la Suisse», répond Bernard Nuzzo.

En 2013, sur 50 interdictions d'entrée prononcées par les autorités fédérales, 14 étaient en lien avec le terrorisme. Ce chiffre était de 13 en 2012 et de 15 en 2011, précise fedpol.

* Nom connu de la rédaction.

Panorama

Suisse

Soutien au tourisme d'hiver

Le coup de pouce au tourisme de montagne via un allègement fiscal partiel pour les dèmeuses de ski passera bientôt devant le parlement. (ATS)

Valais

Le canton interède pour les employés de Tamoi

Le gouvernement valaisain demande la suspension de la procédure de licenciement des quelque 200 employés de la raffinerie de Collombey et le dépôt d'une demande de chômage technique. Il soutient ainsi les revendications des employés de Tamoi. (ATS)

Neuchâtel

Frédéric Hainard le plaignant

L'avocat Frédéric Hainard est à nouveau devant la justice neuchâteloise, mais en tant que plaignant. L'auteur d'un récit sur l'affaire Hainard s'oppose à sa condamnation pour diffamation survenue en 2014 sur plainte de l'ancien conseiller d'Etat. Une audience consacrée aux plaidoiries aura lieu prochainement. Le journaliste retraité a été condamné sur ordonnance pénale à 30 jours-amendes avec un sursis de deux ans. Par ailleurs, Frédéric Hainard a fait recours au Tribunal fédéral contre le jugement du Tribunal pénal fédéral de septembre dernier, a indiqué son avocat. (ATS)

L'affaire Giroud, pour ceux qui n'ont pas tout compris

> Valais «Temps Présent» décortique les volets du scandale

Un volet viticole, un volet fiscal, un volet politique. L'affaire Giroud, c'est tout ça, ce qui la rend explosive mais aussi complexe.

Le principal mérite du *Temps Présent* diffusé ce jeudi soir est sans doute de décortiquer ces divers volets, les deux premiers en particulier, et d'explorer les liens qu'il peut y avoir entre eux. Sur la base des documents de l'enquête fiscale fédérale et du Contrôle suisse du commerce des vins (CSCV), toute l'affaire a été reprise avec l'intention de la restituer dans sa complète dimension.

pecteurs de l'Administration fédérale des contributions (AFC) qui ont découvert le pot aux roses. L'émission explique les fausses factures qui ont servi à vingt reprises, selon les propres mots du viticulteur, à «justifier des flux envers le contrôle suisse du vin». Ces achats au noir concernaient-ils aussi du raisin au noir issu des surplus? *Temps Présent* pose la question sans pouvoir le prouver.

«Capacité d'intimidation»

Les infractions fiscales ont valu à Dominique Giroud une peine de 180 jours-amendes à 300 francs avec sursis. L'AFC lui a infligé une reprise d'impôt de 9,5 millions de francs, dont 2 millions à titre d'amende. A-t-il déjà payé? Jean-Michel Cina, le président du gouvernement valaisain, ne peut répondre.

Au moins ce ministre accepte-t-il de rencontrer l'équipe de la RTS, contrairement à Maurice Tornay, protagoniste du volet politique de l'affaire. L'actuel chef des finances cantonales révisait les comptes de l'homme d'affaires. «C'est dans *Le Temps* que j'ai appris l'existence de la société des îles Vierges», le voit-on assurer sur des images d'archives, tandis que Marie Parvev, note correspondante en Valais, appa-

rait dans le reportage comme «celle qui a été la première à soulever le lièvre».

Maurice Tornay n'est pas le seul à avoir fermé sa porte. Dominique Giroud n'est présent qu'à travers ses aveux aux limiers de l'AFC ou de précédentes déclarations de son porte-parole, Marc Comina. Bien d'autres interlocuteurs sollicités ont refusé de témoigner. «Ce qui semble indiquer que Dominique Giroud a gardé une capacité d'intimidation», nous dit Pietro Boschetti, l'un des auteurs de ce travail de trois mois.

Avant même sa carrière fulgurante dans le vin, Dominique Giroud s'était fait connaître comme adversaire de l'avortement et des gays. Cela permet à la RTS d'épingler ce «prédicateur moralisant» pour avoir lui-même violé les commandements de l'honnêteté vinicole et fiscale. Mais la conclusion n'exclut pas le pardon, alors que défilent d'anciennes images de Dominique Giroud à Ecône: «A la suite de cette affaire, la surveillance de l'obscur marché suisse du vin sera revue de fond en comble, et ça, c'est un bien.» Yalmarc Roullet

Affaire Giroud, du vin en eaux troubles, «Temps Présent», RTS, jeudi à 20h10.

Fust
Et ça fonctionne.

Service intégral avec garantie de satisfaction

Garantie petit prix de 5 jours
Droit d'échange de 30 jours
Service rapide d'installation et de livraison
Prolongations de garantie
Laissez au lieu d'acheter
Service de réparations rapide
Testez avant d'acheter
Nous n'avons pas le produit, pas de souci!
Analyse compétente du besoin et excellent conseil
Tous les appareils au comparatif direct

Infos et adresses:
0848 559 111 ou www.fust.ch

% SOLDES %

NOVAMATIC
Séchoir TW 737 E

- Nettoyage aisé du filtre
- Avec programme duvet et laine
- Avec protection anti-plis en fin de programme No art. 1103052

699.-

50%

Bauknecht
Séchoir TRWP 7653

- Affichage du temps restant
- 9 programmes de séchage + divers options supplémentaires
- Evacuation directe de l'eau de condensation possible No art. 126065

1299.-

900.-

55%

NOVAMATIC WA 1260

- Lavage à froid à 20°C
- Affichage de l'avancement du programme
- Label UE: A+++
- No art. 107715

999.-

61%

2598.-

NOVAMATIC Lave-linge WA 714 E

- Utilisation simple avec touches uniques
- Affichage du temps résiduel avec écran LCD
- Label UE: A+++
- No art. 103017

599.-

50%

Bauknecht
Lave-linge WAE 7723

- Avec la commande par capteur en fonction de la charge, vous économisez temps et argent
- Label UE: A++
- No art. 126236

1699.-

59%

899.-

55%